

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/30
20 décembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Détention de fonctionnaires internationaux et de membres
de leurs familles

Rapport mis à jour du Secrétaire général, établi en application
de la résolution 1993/39 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 20	3
I. FAITS NOUVEAUX	21 - 44	7
A. Suite donnée par le Conseil de sécurité	21 - 23	7
B. Suite donnée par le Secrétaire général	24 - 27	8
C. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale	28 - 44	9
II. CAS RECENTS	45 - 49	13
III. MESURES ET PROPOSITIONS VISANT A UN RESPECT ACCRU DES DROITS DE L'HOMME DES FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX, Y COMPRIS DE CEUX QUI PARTICIPENT A DES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX	50 - 59	15

Annexes

- I. Liste récapitulative des fonctionnaires en état d'arrestation et de détention ou portés disparus, à l'égard desquels l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et organismes apparentés n'ont pu exercer pleinement leur droit de protection
- II. Nouvelle-Zélande : Proposition d'un projet de convention sur la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies
- III. Ukraine : Proposition d'un projet de convention internationale sur le statut et la sécurité du personnel de la forces des Nations Unies et du personnel civil associé

INTRODUCTION

1. En 1987, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté la résolution 1987/21, dans laquelle elle a exprimé sa profonde préoccupation du fait qu'une cinquantaine de fonctionnaires étaient détenus, emprisonnés, portés disparus - certains même morts en détention - ou retenus dans un pays contre leur volonté. Consciente que les droits des fonctionnaires des Nations Unies méritaient une attention particulière en raison de la mission confiée à l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, elle a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarantième session, un rapport détaillé sur la situation des fonctionnaires internationaux et des membres de leurs familles détenus, emprisonnés, disparus ou retenus dans un pays contre leur volonté, afin de lui permettre d'examiner ces cas à la lumière des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
2. A sa quarante-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1989/28, dans laquelle elle a pris acte du rapport (E/CN.4/1989/19) soumis par le Secrétaire général, qui est une version mise à jour du rapport sur la détention de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, présenté à la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1988/17).
3. Par la suite, la Commission, après avoir examiné divers rapports soumis par le Secrétaire général, a prié ce dernier de poursuivre ses efforts pour assurer le plein respect des droits de l'homme et des privilèges et immunités des fonctionnaires des Nations Unies, des experts et des membres de leurs familles et de lui soumettre un rapport mis à jour sur la situation des fonctionnaires internationaux et des membres de leurs familles détenus, emprisonnés, disparus ou retenus dans un pays contre leur volonté, y compris sur les cas qui avaient été réglés avec succès au cours de l'année, ainsi que sur l'application des mesures visées aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 1989/28 1/.
4. A sa quarante-huitième session, la Commission a adopté la résolution 1992/26, dans laquelle elle a notamment prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour assurer le plein respect des droits de l'homme et des privilèges et immunités des fonctionnaires des Nations Unies, des experts et des membres de leurs familles, de demander réparation et de veiller à l'indemnisation du préjudice causé à ceux dont les droits de l'homme, les privilèges et immunités avaient été violés, ainsi qu'à leur pleine réinsertion. Elle a également prié à nouveau le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, une version mise à jour du rapport.
5. A sa quarante-neuvième session, après avoir examiné le rapport publié sous la cote E/CN.4/1993/22, la Commission a adopté la résolution 1993/39 dans laquelle elle a prié encore une fois le Secrétaire général de poursuivre

1/ Les rapports soumis par le Secrétaire général portent les cotes E/CN.4/Sub.2/1988/17, E/CN.4/1989/19, E/CN.4/1990/14, E/CN.4/1991/18 et E/CN.4/1993/22.

les efforts qu'il déployait à cet égard et demandé plus particulièrement aux mécanismes des droits de l'homme existants, y compris au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture et au Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, d'examiner selon qu'il convenait les cas où étaient mis en cause les droits fondamentaux des fonctionnaires des organismes des Nations Unies et des membres de leurs familles, des experts, des rapporteurs spéciaux et des consultants, et de communiquer les passages pertinents de leurs rapports respectifs au Secrétaire général, afin qu'ils figurent dans le prochain rapport que celui-ci présenterait à la Commission des droits de l'homme. La Commission a également prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquantième session, une version mise à jour de son rapport. Le présent rapport est remis comme suite à cette demande.

6. Pour sa part, la Sous-Commission, à sa quarante et unième session, a examiné le rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1989/28) intitulé "Protection des droits de l'homme des fonctionnaires des Nations Unies, des experts et des membres de leurs familles" présenté par Mme Mary C. Bautista conformément à sa résolution 1988/9. La Sous-Commission a adopté la résolution 1989/30 dans laquelle elle a invité Mme Bautista à poursuivre son examen et à lui présenter un rapport à sa quarante-deuxième session, comprenant des propositions de mesures pratiques visant à améliorer le système en place afin d'assurer la protection des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

7. Mme Bautista a présenté son rapport mis à jour (E/CN.4/Sub.2/1990/30) à la Sous-Commission à sa quarante-deuxième session. Dans son introduction, le rapport contenait une étude analytique des problèmes sous leurs divers aspects, notamment des droits juridiques de l'Organisation des Nations Unies, lorsqu'un fonctionnaire de l'Organisation était arrêté ou détenu.

8. En application de la résolution 1990/20, Mme Bautista a demandé aux Gouvernements de l'Afghanistan, de l'Ethiopie, d'Israël, de la Jordanie, du Népal, de la République arabe syrienne, de la Somalie et du Tchad de lui fournir toutes informations ou observations qu'ils pourraient avoir à communiquer concernant les fonctionnaires qui, à sa connaissance, étaient en détention dans ces pays. Elle a également demandé au Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité, de même qu'aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales, de lui fournir des informations sur les violations des droits de l'homme des fonctionnaires et des membres de leurs familles, ainsi que sur les cas réglés et ceux qui ne l'étaient pas encore, concernant des violations des droits de l'homme de ces personnes et sur les mesures prises pour les aider, et éventuellement des suggestions portant sur les moyens d'empêcher que de tels incidents ne se reproduisent. Des informations ont également été demandées sur les questions soulevées aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 1989/30 de la Sous-Commission.

9. Dans la même résolution, Mme Bautista était priée de présenter une version définitive de son rapport à la Sous-Commission à sa quarante-troisième session. Toutefois, étant donné que seul un petit nombre de réponses

supplémentaires avaient été reçues, le Rapporteur spécial a demandé à la Sous-Commission l'autorisation de reporter la présentation de son rapport final (E/CN.4/Sub.2/1991/23, par. 12).

10. Dans sa résolution 1991/17, la Sous-Commission a noté avec regret le petit nombre de réponses reçues de gouvernements et d'organisations du système des Nations Unies et a prié le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour assurer le plein respect des droits de l'homme et des privilèges et immunités des fonctionnaires du système des Nations Unies et des membres de leurs familles, ainsi que des experts et des consultants. La Sous-Commission a invité le Rapporteur spécial à lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un rapport final comprenant des propositions de mesures concrètes visant à améliorer la protection à long terme des fonctionnaires du système des Nations Unies et des membres de leurs familles, ainsi que des experts et des consultants.

11. Conformément au paragraphe 6 de la résolution 1991/17 de la Sous-Commission, le Rapporteur spécial a de nouveau adressé, le 16 décembre 1991, des notes verbales aux gouvernements et des lettres au Secrétaire général et aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées pour leur demander de lui communiquer des informations complémentaires. Des réponses ont été reçues des Gouvernements du Chili, de la Chine, d'Israël, du Pakistan, de la République arabe syrienne et du Soudan. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité a également répondu à cette demande. Des réponses ont aussi été reçues de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement.

12. Le Rapporteur spécial a présenté son rapport final à la Sous-Commission à sa quarante-quatrième session en août 1992 (E/CN.4/Sub.2/1992/19); dans son rapport elle formulait une série de recommandations qui ont été reprises dans le rapport du Secrétaire général à la quarante-neuvième session de la Commission, pour la gouverner de cette dernière (E/CN.4/1993/22, sect. IV).

13. Le Rapporteur spécial a fait observer que la présentation d'un rapport final n'impliquait nullement qu'une solution adéquate avait été donnée au problème en question. Elle a noté que des mesures spéciales avaient été adoptées par l'administration de divers organismes des Nations Unies pour réinsérer et réintégrer certains fonctionnaires dont les droits avaient été violés. Elle a noté en outre qu'à la suite d'une décision qui ferait date du Tribunal administratif des Nations Unies (No 482 du 25 mai 1990) concernant une affaire de détachement, la confiance dans le principe de l'indépendance des fonctionnaires internationaux avait progressivement été rétablie et les Articles 100 et 105 de la Charte avaient été réaffirmés.

14. La Sous-Commission a ensuite adopté la résolution 1992/24, dans laquelle elle a recommandé à la Commission des droits de l'homme de demander aux organes des droits de l'homme existants, dont le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, le Rapporteur spécial sur la question de la torture

et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, d'examiner les affaires mettant en cause les droits de l'homme des fonctionnaires du système des Nations Unies et des membres de leurs familles, des experts, des rapporteurs spéciaux et des consultants, et de communiquer les passages pertinents de leurs rapports respectifs au Secrétaire général, afin qu'ils figurent dans le rapport que celui-ci devait présenter à la Commission des droits de l'homme au titre du point 10 de son ordre du jour.

15. La Sous-Commission a en outre prié le Secrétaire général de rendre compte tous les ans à la Troisième Commission de l'Assemblée générale de la mise en oeuvre des mesures de protection et des procédures de réparation du préjudice éventuel.

16. Dans sa résolution 45/240 du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a pris acte avec une vive inquiétude du rapport du Secrétaire général (A/C.5/45/10 et Corr.1) et des faits qui y étaient signalés, en particulier du nombre élevé de cas nouveaux d'arrestation et de détention, ainsi que des faits concernant d'autres cas de ce type signalés précédemment. Dans la même résolution, elle a déploré l'augmentation du nombre de cas dans lesquels l'activité professionnelle, la sécurité et la protection de fonctionnaires s'étaient trouvées compromises, ainsi que le nombre croissant de cas dans lesquels des fonctionnaires, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, avaient vu leur vie et leur bien-être menacés. Elle a prié instamment le Secrétaire général de s'attacher en priorité à signaler et à suivre les cas d'arrestation et de détention et les autres faits affectant la sécurité et l'activité professionnelle des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés.

17. Par la suite, le Secrétaire général a remis à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session son rapport sur les "Questions relatives au personnel : respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés" (A/C.5/46/4). Toutefois, conformément à sa résolution 46/220 sur la rationalisation des travaux de la Cinquième Commission, l'Assemblée générale a décidé de suivre un cycle biennal pour l'examen des questions relatives au personnel et n'a donc pas adopté de résolution à sa quarante-sixième session.

18. En conséquence, le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (A/C.5/47/14) a été présenté en application de la même résolution 45/240 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990. L'Assemblée générale était également saisie d'une note du Secrétaire général contenant les vues des représentants du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/47/20). Dans la résolution 47/28 qu'elle a adoptée sur cette question, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures requises pour garantir la sécurité des fonctionnaires des Nations Unies, ainsi que celle du personnel qui participait aux opérations de maintien de la paix et aux opérations humanitaires. Elle a rappelé aux pays hôtes qu'ils étaient responsables de la sécurité de tout le personnel des Nations Unies qui se trouvait sur leur territoire, y compris celui qui participait aux opérations de maintien de la paix. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de continuer à lui présenter, au nom du Comité administratif de coordination,

des rapports sur la question du respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés.

19. Vu l'inquiétude exprimée au sujet des faits mentionnés dans le rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale a décidé à la reprise de sa quarante-septième session, malgré sa résolution précédente prévoyant un cycle biennal pour l'examen des questions de personnel (résolution 46/220 du 20 décembre 1991), de prier le Secrétaire général de porter à son attention, à sa quarante-huitième session, des informations à jour sur la situation des fonctionnaires de l'Organisation touchant en particulier les violations des privilèges et immunités, compte tenu des dispositions des résolutions 45/240 en date du 21 décembre 1990 et 47/28 en date du 25 novembre 1992 (voir la décision 47/457 C en date du 8 avril 1993). Ces informations sont données dans un rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/C.5/48/5.

20. Compte tenu de ce qui précède et conformément à la résolution 1993/39 de la Commission des droits de l'homme, le chapitre I du présent rapport relate les faits nouveaux intervenus dans la situation des fonctionnaires de divers organismes de l'Organisation des Nations Unies. Le chapitre II porte sur les cas signalés au Secrétaire général conformément au paragraphe 9 de ladite résolution ainsi que sur les cas récemment élucidés. Le chapitre III est consacré aux mesures et aux propositions visant à assurer un respect accru des droits de l'homme des fonctionnaires internationaux, y compris de ceux qui participent à des missions de maintien de la paix.

I. FAITS NOUVEAUX

A. Suite donnée par le Conseil de sécurité

21. Au cours de l'année écoulée, la protection des membres du personnel des Nations Unies a pris une dimension différente du fait de l'augmentation du nombre d'opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité. Dans le cadre de l'Agenda pour la paix du Secrétaire général, le Président du Conseil de sécurité a fait, au nom du Conseil, une déclaration (S/25493) dans laquelle il a, entre autres, rappelé que cet organe avait dû, en diverses occasions, condamner des incidents dirigés contre les forces et le personnel des Nations Unies. Le Conseil de sécurité considérait que les attaques et autres actes de violence, qu'il s'agisse d'actes effectivement commis ou de menaces, y compris les actes d'obstruction dirigés contre les forces et le personnel des Nations Unies ou la détention de personnes, étaient entièrement inacceptables et pouvaient nécessiter qu'il prenne de nouvelles mesures pour assurer la sécurité de ces forces et de ce personnel.

22. En outre, le Conseil de sécurité a demandé à nouveau aux Etats et aux autres parties aux divers conflits de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité des forces et du personnel des Nations Unies. Il a demandé en outre aux Etats d'agir promptement et efficacement pour dissuader, poursuivre et punir tous les responsables d'attaques et autres actes hostiles dirigés contre ces forces et ce personnel.

23. Le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui présenter aussitôt que possible un rapport sur les dispositions en vigueur pour la protection des forces et du personnel des Nations Unies et sur leur adéquation, compte tenu notamment des instruments multilatéraux applicables et des accords sur le statut des forces conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les pays hôtes.

B. Suite donnée par le Secrétaire général

24. Le Secrétaire général a présenté un rapport sur la sécurité des opérations des Nations Unies, dans le cadre d'une étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (A/48/349-S/26358). Le Secrétaire général y mentionnait tout particulièrement, entre autres faits nouveaux, les conditions dans lesquelles le personnel des Nations Unies était censé opérer et le niveau de risque jugé acceptable. Dans l'accomplissement des tâches que lui confiaient les Etats Membres, le personnel des organismes du système des Nations Unies avait été de plus en plus appelé à travailler dans des conditions extrêmement dangereuses, où les décisions concernant sa sécurité acquéraient une immédiateté dont elles étaient généralement dépourvues dans le passé. Tel était particulièrement le cas lorsque ce personnel se trouvait dans des zones où l'autorité gouvernementale était chancelante, voire inexistante. Auparavant, il avait vu sa protection assurée en raison même de son association aux activités des Nations Unies; cela n'était désormais plus vrai. Au contraire, cette association créait de plus en plus souvent un risque. En outre, l'action que menait l'ONU dans une partie du globe pouvait aboutir à ce que son personnel soit menacé ailleurs. En conséquence, le nombre des victimes avait augmenté. Un membre du personnel de l'ONU était tué en moyenne tous les mois en 1992; mais toutes les deux semaines en 1993. Il n'avait pas été possible jusque-là d'identifier et d'incriminer les auteurs de ces actes. L'Organisation ne disposait pas de chiffres concernant les victimes parmi le personnel des organisations non gouvernementales, mais leur nombre aurait lui aussi augmenté. Les pertes subies par le personnel militaire s'étaient élevées à 51 morts en 1992 et à 97 durant la première moitié de 1993.

25. Dans un rapport à l'Assemblée générale (A/C.5/48/5), le Secrétaire général a fait observer à ce propos que, dans ces conditions, le seuil de sécurité acceptable avait été ramené à un niveau inconcevable jusque-là. Pendant toute la période considérée, des fonctionnaires avaient été attaqués, blessés, kidnappés, maltraités et harcelés dans l'exercice de leurs fonctions. Dans un rapport à l'Assemblée et au Conseil de sécurité (A/48/349-S/26358), le Secrétaire général ajoutait ceci :

"Les accords sur le statut des forces prévoient les privilèges et immunités ainsi que les droits et facilités nécessaires pour les opérations des Nations Unies et leur personnel militaire et civil. Il convient de noter qu'au titre de ces accords, le gouvernement d'un pays hôte d'une opération de maintien de la paix s'engage à respecter le caractère exclusivement international de cette opération et à se charger des poursuites contre les personnes relevant de sa juridiction pénale et accusées d'avoir commis, à l'égard de l'opération de maintien de la paix

des Nations Unies ou de ses membres, des actes qui les auraient exposés à des poursuites s'ils avaient été commis à l'égard des forces du gouvernement" (par. 15).

26. Un facteur nouveau était l'usage que faisait le Conseil de sécurité de ses pouvoirs de coercition en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Il avait été ainsi mis en place des opérations qui n'étaient pas fondées sur le consentement et la coopération des parties et risquaient de se heurter à une opposition déclarée, témoin : la situation en Somalie. Au lendemain de l'attaque lancée le 5 juin 1993 contre les forces de l'opération des Nations Unies en Somalie (UNOSOM II), au cours de laquelle 25 Pakistanais avaient été tués, 10 avaient été portés disparus et 57 soldats avaient été blessés (54 Pakistanais et 3 Américains), le Conseil de sécurité a adopté la résolution 837 (1993).

27. Par la suite, le Conseil de sécurité a franchi un pas important en adoptant le 29 septembre 1993 la résolution 868 (1993) dans laquelle il a décidé que, lorsqu'il envisagerait la création de futures opérations des Nations Unies autorisées par lui, il exigerait notamment a) que le pays d'accueil prenne toutes les mesures voulues pour garantir la sécurité de l'opération et du personnel qui y participait; b) que les dispositions en matière de sécurité prises par le pays d'accueil s'appliquent à toutes les personnes participant à l'opération; enfin, c) qu'un accord sur le statut de l'opération et de tout le personnel qui y participait dans le pays d'accueil soit négocié avec diligence et entre en vigueur aussitôt que possible après le début de l'opération. Le 24 novembre 1993, le Secrétaire général a nommé une commission chargée d'enquêter sur les attaques armées susmentionnées. La constitution de cet organe avait été autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 885 (1993) du 16 novembre, à titre de nouvelle mesure d'application de ses résolutions antérieures sur la question.

C. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale

28. Le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale qui a été publié sous la cote A/C.5/48/5 porte sur la période allant de juillet 1992 au 30 juin 1993. Le Secrétaire général s'y dit tout particulièrement affecté par le fait que, depuis le début de 1992, 30 fonctionnaires appartenant à diverses organisations ont trouvé la mort. Le décès de 11 d'entre eux a été signalé à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (A/C.5/47/14). A la date de publication de son rapport, 19 décès étaient à déplorer parmi les fonctionnaires des Nations Unies. Les personnes décédées sont les suivantes : M. Sean Devereux (Fonds des Nations Unies pour l'enfance - UNICEF), ressortissant irlandais tué en Somalie le 2 janvier 1993; M. Anthony Bullard (Centre des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains - CNUEH), ressortissant du Royaume-Uni tué en Afghanistan le 1er février 1993; M. Abdul Hadi (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés - HCR), ressortissant afghan tué en Afghanistan le 1er février 1993; M. Zia Ul-Haq (CNUEH), ressortissant afghan tué en Afghanistan le 1er février 1993; M. Awad Ali Suradi (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient - UNRWA), Palestinien tué dans la bande de Gaza occupée le 23 février 1993; M. Pedro Shivinda (Programme alimentaire mondial - PAM), ressortissant angolais tué en Angola le 24 février 1993; M. Nestrendo (PAM), ressortissant angolais tué en Angola

le 24 février 1993; M. Z.S. Rao (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO), ressortissant indien tué en Inde le 12 mars 1993; M. Yousif Al-Gharib (UNRWA), Palestinien tué dans la bande de Gaza occupée le 18 mars 1993; M. Mohamed Rouf (Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge - APRONUC), ressortissant du Bangladesh tué au Cambodge le 29 mars 1993; M. Sophorn Choun (APRONUC), ressortissant cambodgien tué au Cambodge le 3 avril 1993; M. Sok Phiep Lay (APRONUC), ressortissant cambodgien tué au Cambodge le 8 avril 1993; M. Atsuhito Nakata (Volontaires des Nations Unies), ressortissant japonais tué au Cambodge le 8 avril 1993; M. Khhough Ngim (APRONUC), ressortissant cambodgien tué au Cambodge le 7 avril 1993; M. Silva Cnicambi (PAM), ressortissant angolais tué en Angola le 11 avril 1993; M. Phim Shoka (APRONUC), ressortissant cambodgien tué au Cambodge le 12 mai 1993; M. Fayyad Farhad (UNRWA), Palestinien tué à Saïda, au Liban, le 21 juillet 1993; M. Boris Zerazic (HCR), ressortissant de Bosnie-Herzégovine tué en Bosnie-Herzégovine le 15 août 1993; et M. Michael Reitzel-Nielsen (Programme des Nations Unies pour l'environnement - PNUE), ressortissant danois tué au Kenya le 12 septembre 1993.

29. Le Secrétaire général déclare en outre dans son rapport que 16 fonctionnaires de l'UNRWA - 11 dans la bande de Gaza et 5 dans le territoire de la Rive occidentale - étaient parmi les quelque 400 Palestiniens qui ont été expulsés au Liban en décembre 1992. Il s'agit du nombre le plus élevé de fonctionnaires de l'UNRWA qui aient été expulsés des territoires occupés au cours d'une année depuis le début de l'occupation israélienne en 1967. Aucun de ces fonctionnaires ne faisait partie du petit nombre d'expulsés qui sont rentrés avec l'autorisation d'Israël au cours des mois suivants. Les protestations élevées par l'UNRWA auprès des autorités israéliennes au sujet de ces expulsions sont restées sans effet. (On trouvera des renseignements détaillés sur la question dans le rapport du Commissaire général de l'Office à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, qui a été publié sous la cote A/48/13.)

1. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

30. Pendant la période considérée, le nombre des fonctionnaires arrêtés et détenus sans jugement dans les territoires occupés a nettement augmenté par rapport à l'année précédente. Le nombre des fonctionnaires arrêtés et détenus au Liban a diminué, tandis que dans la République arabe syrienne il est passé de zéro à trois. Soixante-dix fonctionnaires de l'Office au total ont ainsi été détenus pendant la période considérée. Sur ce nombre, 40 ont été arrêtés puis relâchés sans inculpation ni jugement et 2 ont été inculpés, jugés et condamnés. Les 28 fonctionnaires qui étaient encore détenus au 30 juin 1993 se répartissaient comme suit :

Territoire occupé de la bande de Gaza	23
Territoire occupé de la Rive occidentale	3
République arabe syrienne	<u>2</u>
	28

31. Dans aucun de ces cas, l'UNRWA n'a reçu en temps voulu d'informations adéquates concernant les raisons ayant motivé l'arrestation et la détention de ces fonctionnaires, malgré les demandes adressées aux autorités.

L'Office a pu rendre visite à 11 fonctionnaires de la Rive occidentale et à 19 fonctionnaires de la bande de Gaza détenus dans des prisons et des centres de détention dans les territoires occupés et en Israël. Le traitement des détenus dans les territoires occupés et en Israël a été une cause d'inquiétude majeure pour l'Office, certains fonctionnaires s'étant plaints après leur libération d'avoir subi de mauvais traitements, y compris des passages à tabac et des violences psychologiques. Malgré ses efforts, l'Office n'a pas été en mesure de rendre visite aux fonctionnaires détenus en d'autres lieux.

32. Deux fonctionnaires de l'UNRWA ont été tués par les forces de sécurité israéliennes pendant la période considérée. Le 23 février 1993, un infirmier âgé de 28 ans a été frappé à l'arrière de la tête par une balle alors qu'il portait secours à un blessé à Rafah. Le 18 mars 1993, un instituteur de l'UNRWA âgé de 47 ans a été tué par balle alors qu'il se trouvait à proximité d'une maison funéraire à Rafah. Ce sont les premiers fonctionnaires de l'Office qui aient été tués par les forces de sécurité depuis le début de l'Intifada en décembre 1987.

2. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

33. Pendant la période considérée, le HCR a continué de mener des opérations dans certaines régions où son mandat n'est pas bien compris et où les privilèges et immunités de ses fonctionnaires ne sont pas respectés, si bien que l'exécution des tâches humanitaires confiées au HCR est extrêmement difficile et parfois très dangereuse.

34. L'incident le plus grave dont aient été victimes les fonctionnaires du HCR s'est produit le 1er février 1993, alors que M. R. Wanrooy se rendait par la route de Peshawar à Jalalabad. Outre le chauffeur recruté localement, M. Abdel Hadi, et M. Wanrooy, était présent dans le véhicule du HCR M. A. Bullard, d'Habitat. Peu après avoir franchi la frontière et pénétré en territoire afghan, le véhicule est apparemment tombé dans une embuscade; les assaillants ont immédiatement ouvert le feu, tuant M. Bullard et blessant grièvement M. Hadi, qui est mort à l'hôpital de Jalalabad quelques heures plus tard. Cette attaque a été portée à l'attention des autorités locales. On ignore les mesures qu'elles ont prises pour retrouver et punir les coupables et faire en sorte que de tels incidents ne se renouvellent pas.

35. Le respect des privilèges et immunités du personnel du HCR dans l'ex-Yougoslavie a subi et continue de subir de graves atteintes du fait des formalités administratives prolongées liées à la délivrance de visas aux fonctionnaires du HCR. En Bosnie-Herzégovine, il ne s'est pratiquement pas passé de jour sans que surviennent des incidents au cours desquels des fonctionnaires du HCR ont été attaqués par des personnes en uniforme et des éléments "civils" dans les secteurs où ils opéraient.

36. Il semble ne faire aucun doute qu'étant donné la nature de ses opérations et l'augmentation considérable du nombre des réfugiés, le HCR continuera à être appelé à travailler dans des zones et dans des conditions où la sécurité du personnel et le respect de ses privilèges et immunités susciteront de grandes inquiétudes. Le HCR estime donc que chaque incident qui porte atteinte soit à la sécurité du personnel, soit au respect de ses privilèges

et immunités, doit faire l'objet d'une enquête approfondie et de protestations énergiques auprès des autorités locales et des représentants du pays au Siège de l'ONU et à Genève.

3. Programme des Nations Unies pour l'environnement

37. Il n'y a eu aucun cas d'arrestation ou de mise en détention par les pouvoirs publics kényens d'un fonctionnaire des Nations Unies. Ont été par contre nombreux les vols, souvent à main armée, de véhicules appartenant soit aux bureaux des Nations Unies à Nairobi, soit à des fonctionnaires internationaux. Pour la période allant de janvier à juin 1993 par exemple, on a ainsi enregistré 22 vols de véhicules, dont 3 seulement ont pu être récupérés, et encore incomplets. Les voleurs ont menacé de tirer, volé de l'argent à leurs victimes, infligé à celles-ci des voies de fait mineures et les ont dans certains cas dépouillées de leurs vêtements. En outre, les bureaux du HCR ont été envahis par une bande armée, qui s'en est prise aux fonctionnaires et qui a volé un véhicule de service. Chaque fois, le Secrétariat a adressé au Gouvernement kényen une communication officielle. Depuis le début de 1993, le Directeur exécutif a écrit deux fois au Ministre des affaires étrangères, et il a conféré avec lui à propos des conditions de sécurité dans le pays. Le Gouvernement kényen a répondu en promettant de tout faire pour protéger les fonctionnaires et les biens des Nations Unies au Kenya.

4. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

38. Le 25 juin 1992, un consultant de l'ONUDI, M. Georg Hans Huetter, Autrichien, a été arrêté à Vienne sur présomption de complicité dans la conduite délictueuse de son ancien employeur. M. Huetter avait le statut d'expert en mission aux termes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies qui, selon l'article 21 de la Constitution de l'ONUDI, s'applique à cette dernière. Au moment de son arrestation, M. Huetter a informé les autorités autrichiennes de sa qualité. Les autorités autrichiennes n'ont jamais officiellement avisé l'ONUDI de l'arrestation et de la mise en détention de M. Huetter et ce n'est que trois mois plus tard que l'ONUDI en a été informée par l'avocat dont M. Huetter avait retenu les services. Le 28 septembre 1992, le secrétariat de l'ONUDI a formellement confirmé le statut de M. Huetter au Ministère autrichien des affaires étrangères et a protesté contre son arrestation et sa détention, qui sont une infraction à ce statut. Ces protestations ont été renouvelées dans les communications qui ont suivi. M. Huetter reste sous la garde des autorités. Cependant, le 22 février 1993, le Ministre autrichien des affaires étrangères a répondu aux objections du secrétariat que le Ministère et les autres administrations compétentes auraient tenu compte du statut d'expert de l'ONUDI de M. Huetter s'ils en avaient eu connaissance.

5. Programme alimentaire mondial

39. En janvier 1993, M. M.T. Khalik, fonctionnaire national du PAM à Kaboul, a été arrêté par les forces de sécurité sous l'accusation d'utilisation illicite du réseau de communication des Nations Unies et de transmission de coordonnées géographiques à l'ennemi. Après la ferme intervention du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité, M. Khalik a été libéré le 30 janvier 1993.

40. Le personnel du PAM en Angola s'est trouvé pris entre deux feux entre des factions en guerre, avec les conséquences suivantes : a) les bureaux du PAM à Huambo ont été frappés de plein fouet par une roquette au début de février 1993 et ont été entièrement détruits par l'incendie. On a trouvé dans les décombres les cadavres de trois personnes; b) en septembre 1992, une équipe de tournage du PAM a été prise en otage par l'armée gouvernementale à Cartara, à 29 km de Guilala, dans la province du Kwanza Norte. Après de longues négociations, un hélicoptère du PAM est venu la récupérer; c) ont été tués ou ont disparu, pendant la période considérée, les fonctionnaires du PAM suivants : M. Pedro Shivinda, directeur par intérim de la base de Huambo; M. Nestrendo, mécanicien d'aviation; M. Narcisso Paulo Sinao. Un planton, employé à l'amiable, a été tué à Luená; d) le 26 avril 1993, un avion affrété par le PAM a été abattu près de Luená; un membre de l'équipage, M. Nestrendo, a été tué et deux autres, M. Pedro Pascual et le commandant André Orlov, blessés.

41. Le 28 mars 1992, un contrôleur de l'aide alimentaire du PAM, M. François Darcq, s'est trouvé pris dans les combats qui se livraient entre des factions de l'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS), dans le sud du pays. Il a été dépouillé de ses vêtements et de ses effets personnels et menacé de mort. Il a réussi à s'enfuir dans la brousse, et a été ramené à Nairobi très traumatisé. Du 4 au 30 décembre 1992, deux employés du PAM, M. Guenther Kriessl (contrôleur de l'aide alimentaire) et M. Fred Sembogo (chauffeur-mécanicien), sont restés prisonniers d'une faction de l'ALPS, dans le sud du pays. Après l'intervention de l'ONU, ils ont été libérés sains et saufs, mais sans explication.

42. Le 15 mars 1993, le Coordonnateur des opérations d'urgence du PAM concernant les réfugiés libériens en Côte d'Ivoire, M. Sidile Kelefa (volontaire des Nations Unies), a été enlevé par des agresseurs armés, qui l'ont ensuite libéré et se sont enfuis avec la voiture du PAM.

43. Le personnel du PAM qui travaille en Somalie est soumis à des risques continuels, étant donné les conditions de sécurité qui règnent dans le pays.

44. Le 30 juin 1993, un convoi de vivres du PAM a sauté sur une mine à Sofala, au Mozambique; deux personnes ont été blessées.

II. CAS RECENTS

45. Le 17 février 1993, le Rapporteur spécial chargé par la Commission d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a envoyé au Président de la République du Zaïre une lettre dans laquelle il évoquait plusieurs attaques lancées vers la fin du mois

de janvier 1993 contre la demeure de M. Mikuin Leleil Balanda, président de la Cour suprême de justice du Zaïre et président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe. Ces attaques auraient été liées au jugement rendu par la Cour suprême, alors présidée par M. Balanda, dans l'affaire du massacre des étudiants de Lubumbashi, ainsi qu'à un jugement rendu dans l'affaire des Témoins de Jéhovah et dans lequel la Cour suprême a pris position sur le régime constitutionnel en vigueur au Zaïre. Le Rapporteur spécial a exprimé des inquiétudes au sujet de l'intégrité physique et de la vie de M. Balanda et des membres de sa famille. Au début du mois de décembre 1993, M. Balanda a informé lui-même le Secrétariat que deux nouvelles attaques avaient eu lieu, les 17 et 24 juillet 1993.

Cas récemment élucidés

46. Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail a prononcé dans l'affaire Stulz (jugement No 1232 daté du 10 février 1993). M. Stulz, ressortissant de l'ancienne République démocratique allemande, est entré au service de l'UNESCO le 15 janvier 1975. Le 8 mars 1980, alors qu'il était en voyage privé à Berlin-Est, il a été arrêté, puis, le 20 août 1980, reconnu coupable et condamné à trois années d'emprisonnement par un tribunal militaire à l'issue d'un procès secret. M. Stulz a été contraint par les autorités est-allemandes à signer une déclaration de maladie; par la suite, il a fait part au Directeur général de l'UNESCO de son intention de démissionner, démission que ce dernier a refusée. M. Stulz a été remis en liberté le 17 novembre 1981 mais n'a pu quitter le pays avant juillet 1989. Le 20 juin 1984, il a demandé à bénéficier de la retraite anticipée. Le Directeur général a fait droit à cette demande le 5 juillet 1985, avec effet au 1er novembre 1984. Après avoir quitté l'ancienne République démocratique allemande, M. Stulz s'est mis en rapport avec l'UNESCO et a obtenu un contrat de six mois comme consultant. Dans une lettre au Directeur général de l'UNESCO en date du 29 avril 1990, il a, entre autres, soulevé des problèmes concernant sa demande de retraite anticipée. A l'issue d'une procédure administrative interne, le Directeur général a refusé, le 6 janvier 1992, de considérer comme nulle cette demande.

47. Sur le fond, le Tribunal administratif a considéré que la demande de mise à la retraite anticipée par l'UNESCO présentée par M. Stulz le 20 juin 1984 avait été obtenue de ce dernier par les autorités de la République démocratique allemande sous la contrainte; en conséquence, l'UNESCO aurait dû rejeter cette demande. Le Tribunal a donc annulé la décision du Directeur général de l'UNESCO du 6 janvier 1992 et fait reconstituer la carrière de M. Stulz pour la période allant du 1er novembre 1984 au 22 juillet 1988, date à laquelle celui-ci aurait normalement pris sa retraite.

48. En outre, le Tribunal administratif a prononcé (jugement No 1249) dans une affaire de détachement d'un ressortissant de l'ancienne Union soviétique : le requérant, M. Reznikov, a été engagé de 1974 à 1980 à l'UNESCO en qualité de traducteur-réviseur. Les autorités de l'ex-URSS l'ayant rappelé en 1980, il a travaillé à Moscou jusqu'au début de 1984, après quoi il a commencé à travailler à l'OMS comme temporaire. En novembre 1984, l'OMS lui a accordé un contrat de deux ans qui a été prolongé par deux fois de deux ans.

Le 5 juin 1990, la Division du personnel de l'OMS a adressé au chef du Bureau des services linguistiques une formule de demande de prolongation ou de résiliation de contrat, formule qui devait être remplie par M. Reznikov et son chef direct, le chef de la Section de traduction russe. La prolongation de contrat a été subordonnée à l'approbation des autorités compétentes de l'URSS qui, le 10 août 1990, ont recommandé au Directeur de la Division du personnel que l'OMS remplace M. Reznikov par un autre traducteur à l'expiration de l'engagement de l'intéressé, le 30 novembre 1990. Le 21 août 1990, le chef de la Section de traduction russe, se conformant à la demande des autorités soviétiques, a recommandé de ne pas renouveler le contrat de M. Reznikov. Toutefois, ce dernier a été informé le 30 novembre 1990 que lesdites autorités avaient accepté de proroger son détachement pour une période de six mois. Le 27 février 1991, le Directeur de la Division du personnel de l'OMS a notifié à M. Reznikov la fin de son engagement à compter du 31 mai 1991 en précisant que si celui-ci souhaitait être réintégré, il devrait demander aux autorités de l'URSS d'abroger son statut de fonctionnaire "détaché". M. Reznikov a recouru contre le non-renouvellement de son contrat, mais le Directeur général l'a informé le 2 décembre 1991 qu'il n'y avait pas eu en l'occurrence violation de la Constitution de l'OMS.

49. Sur le fond, le Tribunal administratif a considéré que le Directeur général avait lié sa décision à la position prise par les autorités de l'Union soviétique et avait ainsi violé les règles garantissant l'indépendance des organisations internationales et des fonctionnaires de celles-ci. En conséquence, le Tribunal a annulé la décision du Directeur général de l'OMS en date du 2 décembre 1991 et a fait réintégrer le titulaire du poste à compter du 1er juin 1991.

III. MESURES ET PROPOSITIONS VISANT A UN RESPECT ACCRU DES DROITS
DE L'HOMME DES FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX, Y COMPRIS
DE CEUX QUI PARTICIPENT A DES MISSIONS DE MAINTIEN
DE LA PAIX

50. La question de la sécurité des membres du personnel des Nations Unies qui participent à des missions de maintien de la paix a pris une importance primordiale dans les débats de la Sixième Commission à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale. Cependant, un certain nombre d'observations pertinentes avaient déjà été faites à ce sujet par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix dans le rapport que celui-ci avait présenté à la même session (A/48/173). Au paragraphe 50 de ce rapport, le Comité spécial évoque diverses mesures, allant de l'amélioration des mécanismes existants à l'élaboration d'un nouvel instrument juridique international, pour améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix.

51. L'Ukraine a présenté des projets d'éléments pour une convention internationale sur le statut et la sécurité du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé (voir l'annexe III). Cependant, certaines délégations ont émis des doutes quant à l'utilité d'un nouvel instrument international. On a fait valoir que cela pourrait ne pas suffire, car une nouvelle convention n'aurait force obligatoire que pour les Etats qui l'auraient ratifiée. On a émis l'opinion que le champ d'application d'une telle convention ne devrait pas inclure le personnel recruté localement par les Nations Unies.

52. La délégation ukrainienne, pour sa part, a expliqué qu'un instrument international de caractère obligatoire pourrait rassembler toutes les normes du droit international en vigueur, en particulier du droit international humanitaire, pouvant s'appliquer au personnel de la force des Nations Unies et au personnel civil associé, ainsi que les dispositions figurant dans les divers accords relatifs au statut des forces des Nations Unies et dans d'autres arrangements bilatéraux et multilatéraux conclus à cet égard.

53. La délégation néo-zélandaise a proposé un projet de convention sur la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies (voir l'annexe II). Les deux propositions diffèrent notamment par le champ d'application de l'instrument envisagé. Le projet néo-zélandais a une portée bien plus large que l'ukrainien qui, en son article premier, lie l'application de l'instrument à une opération de maintien de la paix décidée par le Conseil de sécurité. Selon l'article 2 du projet néo-zélandais, en revanche, l'instrument s'appliquerait a) aux personnes affectées par le Secrétaire général à une opération des Nations Unies et qui comprendraient les membres des forces armées, les membres des forces de police et les membres du personnel civil associé; b) aux personnes affectées par le Secrétaire général, par une institution spécialisée ou par un organisme ou programme du système des Nations Unies à des activités liées à une opération des Nations Unies; enfin, c) aux personnes affectées par tout autre organisme ou institution humanitaire à des activités liées à une opération des Nations Unies lorsque l'organisme ou l'institution en question agirait conformément à un accord conclu avec le Secrétaire général.

54. Les délégations ont avancé plusieurs autres propositions : action plus énergique du Conseil de sécurité, fourniture au personnel d'un équipement de protection adéquat, réaffirmation des principes en vigueur et des obligations des gouvernements des pays d'accueil, meilleure capacité de collecte d'informations de l'Organisation et institution d'un système unifié d'indemnisation en cas de décès ou de préjudice subi par le personnel de maintien de la paix.

55. La Sixième Commission a créé un groupe de travail chargé d'approfondir ces questions. Le président du groupe a fait rapport le 15 novembre 1993 en déclarant qu'il n'y avait pas désaccord quant à l'idée de protéger par un nouvel instrument le personnel militaire et civil des Nations Unies, y compris celui d'institutions spécialisées et d'organisations ayant un lien juridique bien établi avec l'ONU, qui participait à une opération autorisée par le Conseil de sécurité.

56. Quant au type d'instrument requis, il s'offrait principalement trois possibilités : une déclaration non contraignante, ou alors un protocole additionnel à la Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, ou encore un nouvel instrument qui serait distinct et aurait force obligatoire. Certaines délégations ont suggéré d'élaborer d'abord une déclaration, puis un traité, en faisant valoir que le texte d'une déclaration pourrait être arrêté plus rapidement que celui d'un traité, outre que l'adoption d'une déclaration constituerait un geste

significatif de la part de la communauté internationale et aiderait les Etats à sérier les questions de fond en vue de l'élaboration d'un instrument contraignant.

57. D'aucuns, cependant, ont fait de sérieuses réserves quant à l'utilité d'une telle démarche, en invoquant le fait que les responsables d'attaques perpétrées contre du personnel des Nations Unies n'avaient tenu aucun compte jusque-là d'instruments non contraignants adoptés dans le passé, y compris les résolutions prises par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte. On craignait aussi que l'élaboration d'une déclaration, en un premier temps, n'ait concrètement pour effet de retarder inutilement l'établissement de l'instrument contraignant dont l'adoption s'imposait.

58. L'idée d'élaborer un protocole additionnel à la Convention de 1973, qui avait été appuyée par un certain nombre de délégations au cours des débats de la Sixième Commission, a été, au groupe de travail aussi, jugée intéressante en principe et étudiée de près. Elle n'a pas été retenue en définitive par le groupe aux motifs que, premièrement, l'adoption d'un nouvel instrument constituerait un signe politique plus clair de l'importance que la communauté internationale attachait au problème. Deuxièmement, certains Etats ne jugeaient pas entièrement acceptable la Convention de 1973 et les Etats qui n'y étaient pas parties ne pourraient pas signer un protocole facultatif se rapportant à cet instrument. Troisièmement, il ressortait clairement du texte de la Convention de 1973 que cette dernière visait à régler un problème différent du point de vue théorique et politique, à savoir, la vulnérabilité du personnel diplomatique en cas d'actes de terrorisme. Enfin, repenser l'équilibre et la structure de la Convention pour en élargir la portée serait une opération complexe comportant des difficultés techniques d'ordre juridique.

59. Le 9 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé d'établir un comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, qui établirait en particulier la responsabilité des attaques lancées contre ce personnel.

Annexe I

LISTE RECAPITULATIVE */ DES FONCTIONNAIRES EN ETAT D'ARRESTATION
ET DE DETENTION OU PORTES DISPARUS, A L'EGARD DESQUELS
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS
SPECIALISEES ET ORGANISMES APPARENTES N'ONT PU EXERCER
PLEINEMENT LEUR DROIT DE PROTECTION

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Abdala Daker Hayatli	UNRWA	Disparu dans la République arabe syrienne depuis le 20 avril 1980
M. Izzedine Hussein Abu Kreish	"	Détenu dans la République arabe syrienne depuis le 11 septembre 1980
M. Mahmoud Hussein Ahmad	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Mohammad Ali Sabbah	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Daulat Mir	FAO	Arrêté le 28 août 1984 et incorporé ultérieurement dans l'armée afghane
M. Alec Collett	UNRWA	Détenu au Liban par des milices ou des éléments non identifiés depuis le 25 mars 1985
M. Mohammad Mustafa El-Hajj Ali	"	Disparu au Liban depuis le 28 novembre 1986. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Saleem Hairan	FAO	Détenu et incorporé le 27 janvier 1988 dans l'armée afghane
Mme Zainab Aw Jama Adan	PAM	Disparue en Somalie depuis le 4 juin 1988
M. Mohammed Omar	FAO	Détenu et incorporé le 17 mai 1989 dans l'armée afghane
M. Abdul Fattah	PAM	Enlevé au Pakistan par des éléments non identifiés le 3 septembre 1989
M. Ahmad Mohamed Ali	"	Détenu en Somalie par les Services de sécurité nationaux depuis le 25 mai 1990

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Adel Ali Abu Ghali	UNRWA	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 25 août 1990
M. Abdalla Ismail Abu Shawareb	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 6 novembre 1990
M. Ghassan Musaед El Arabid	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 11 août 1991
M. Kassu Asgedon	PAM	Détenu en Ethiopie depuis le 4 septembre 1991
M. Mohammad Rajab El-Sa'afin	UNRWA	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 20 juillet 1992
M. A/Fattah Ismail Fayyad	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 22 septembre 1992
M. Mohammed Mohammed Najib Madi	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 15 octobre 1992
M. Suliman Hmaid Mohd El Sofi	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 22 novembre 1992
M. Amin Ali El Khatib	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 23 novembre 1992
M. Zaher Ismail Ahmad	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 26 janvier 1993
M. Bassam Mohammad Musa	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 26 janvier 1993
M. Hasam Hassan Abu Jray	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 14 février 1993
M. Hasan Mohammad Hammad	"	Détenu dans le territoire occupé de la Rive occidentale depuis le 15 février 1993
M. Yasin Musallam Abu Hatab	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 17 février 1993

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. As'ad Yousef As'ad Acad	UNRWA	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 18 février 1993
M. Maher Salim El Toukhi	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 18 février 1993
M. Ibrahim Mohammed Madi	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 18 février 1993
M. Suliman A/Hadi Abu Rous	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 14 mars 1993
M. Sami Abdalla Abu Hmaiseh	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 11 avril 1993
M. Mohammad Sameh Massad	"	Détenu dans le territoire occupé de la Rive occidentale depuis le 29 avril 1993
M. Yousef Dawoud Shahin	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 2 mai 1993
M. Ahmad Hasan Abu Houli	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 3 mai 1993
M. Jaber Ali Wahdan	"	Détenu dans le territoire occupé de la Rive occidentale depuis le 3 mai 1993
M. Abdel Hakim A/Rabbu Abu Houli	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 6 mai 1993
M. Asia Salim Yousef	"	Détenu dans la République arabe syrienne depuis le 8 mai 1993
M. Fawzi Mohammed Abu Armaneh	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 11 mai 1993
M. Abdul Naser Fourani	"	Détenu dans la République arabe syrienne depuis le 19 mai 1993
M. Suliman Ibrahim Jouda	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 20 mai 1993

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Mohammed A/Rahman Ali	UNRWA	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 1er juin 1993
M. Mahmoud Arafat El Khawaja	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 14 juin 1993
M. Mahmoud Ghanem	"	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 25 juin 1993
M. Andualem Zeleke	CEA	Détenu en Ethiopie depuis le 25 juin 1993
M. Jamal Atiya Tayeh	UNRWA	Détenu dans le territoire occupé de la bande de Gaza depuis le 28 juin 1993

*/ Cette liste récapitulative contient, dans l'ordre chronologique, les noms des fonctionnaires qui étaient encore en détention ou portés disparus le 30 juin 1993. Elle n'a pas pour objet de fournir des informations sur tous les cas de fonctionnaires qui ont été arrêtés, détenus ou portés disparus par le passé ni sur les cas des fonctionnaires qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Annexe II

NOUVELLE-ZELANDE : PROPOSITION D'UN PROJET DE CONVENTION
SUR LA RESPONSABILITE DES ATTAQUES LANCEES CONTRE
LE PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Article premier

Définitions

1. "Auteur présumé de l'infraction" s'entend de toute personne contre qui il y a des éléments de preuve suffisants pour établir de prime abord qu'elle a commis une ou plusieurs des infractions visées à l'article 5.
2. "Secrétaire général" s'entend du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. "Conseil de sécurité" s'entend de l'organe créé en vertu de l'Article 7 de la Charte des Nations Unies.
4. "Institution spécialisée" s'entend des institutions créées par accords intergouvernementaux comme prévu à l'Article 57 de la Charte des Nations Unies.
5. "Opération des Nations Unies" s'entend d'une opération entreprise conformément à une mission approuvée par voie de résolution du Conseil de sécurité.
6. "Personnel des Nations Unies" s'entend des personnes auxquelles s'applique la présente Convention aux termes de l'article 2.

Article 2

Champ d'application de la Convention

La présente Convention s'applique :

- a) Aux personnes affectées par le Secrétaire général à une opération des Nations Unies :
 - i) Membres des forces armées;
 - ii) Membres des forces de police;
 - iii) Membres du personnel civil associé;
- b) Aux personnes affectées par le Secrétaire général, par une institution spécialisée ou par un organisme ou programme du système des Nations Unies à des activités liées à une opération des Nations Unies;

c) Aux personnes affectées par tout autre organisme ou institution humanitaire à des activités liées à une opération des Nations Unies lorsque l'organisme ou l'institution en question agit conformément à un accord conclu avec le Secrétaire général.

Article 3

Obligation d'assurer la sécurité et la sûreté du personnel des Nations Unies

1. Les Etats Parties s'obligent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la sûreté du personnel des Nations Unies. Ils prennent notamment toute mesure propre à protéger des agressions ou violences le personnel des Nations Unies mis en poste sur leur territoire.
2. L'Etat Partie qui n'est pas en mesure d'exercer sa juridiction à l'égard des auteurs d'infractions contre le personnel des Nations Unies mis en poste sur son territoire collabore avec les autres Etats Parties et avec le Secrétaire général afin que les dispositions de la présente Convention puissent être appliquées à l'auteur présumé d'une infraction.

Article 4

Collaboration des Etats dans la prévention des infractions contre le personnel des Nations Unies

1. Les Etats Parties collaborent à la prévention des infractions visées à l'article 5, notamment :
 - a) En prenant toutes les mesures possibles pour empêcher que ne se préparent sur leurs territoires respectifs des infractions devant être commises à l'intérieur ou en dehors de leurs territoires;
 - b) En échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives, et toutes autres mesures utiles, à prendre pour prévenir ces infractions.

Article 5

Infractions contre le personnel des Nations Unies

1. Le fait intentionnel :
 - a) De commettre un meurtre, un enlèvement ou toute autre atteinte à la personne ou à la liberté d'un membre du personnel des Nations Unies;
 - b) De commettre contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'un membre du personnel des Nations Unies des violences de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger;
 - c) De menacer de commettre une telle agression;
 - d) De tenter de commettre une telle agression;

e) De participer en tant que complice à une telle agression, c'est-à-dire de l'organiser, de la diriger ou d'inciter autrui à la commettre, doit être considéré par les Etats Parties comme une infraction au regard de leur législation interne.

2. Tout Etat Partie rend ces infractions passibles de peines proportionnées à leur gravité.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne portent en rien atteinte aux obligations qui, en vertu du droit international, incombent aux Etats Parties de prendre toutes mesures appropriées pour prévenir d'autres atteintes à la personne, à la liberté ou à la dignité des membres du personnel des Nations Unies.

Article 6

Compétence

1. Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 5 dans les cas ci-après :

a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;

b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit Etat;

c) Lorsque l'infraction est commise contre une personne ayant la nationalité dudit Etat, si celui-ci le juge approprié.

2. Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 5 dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas conformément à l'article 10 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut par une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 7

Communication de renseignements sur les auteurs présumés d'infractions

1. S'il a des raisons de penser que l'auteur présumé d'une infraction prévue à l'article 5 s'est enfui de son territoire, l'Etat Partie dans lequel l'infraction a été commise communique au Secrétaire général et, directement ou par l'entremise de ce dernier, à tous les autres Etats intéressés tous les faits pertinents concernant l'infraction et tous les renseignements dont il dispose quant à l'identité de son auteur présumé.

2. Lorsqu'une infraction prévue à l'article 5 a été commise contre un membre du personnel des Nations Unies, tout Etat Partie en possession d'informations concernant la victime et les circonstances de l'infraction s'efforce, dans les conditions prévues par sa législation interne, de les communiquer intégralement et rapidement au Secrétaire général et au(x) Etat(s) intéressé(s).

Article 8

Mesures visant à permettre l'engagement de poursuites ou l'extradition

1. S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures voulues en application de sa législation interne pour s'assurer de la présence de l'intéressé aux fins de poursuites ou d'extradition.

2. Les mesures prises en application du paragraphe 1 du présent article sont notifiées sans délai au Secrétaire général et, directement ou par l'entremise de ce dernier :

- a) A l'Etat dans lequel l'infraction a été commise;
- b) A l'Etat ou aux Etats dont l'auteur présumé de l'infraction est un national ou, si celui-ci est un apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il a sa résidence permanente;
- c) A l'Etat ou aux Etats dont la victime est un national;
- d) A tous les autres Etats intéressés;
- e) A toute institution spécialisée ou autre organisation, programme ou institution concerné.

3. L'auteur présumé de l'infraction est en droit :

- a) De communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont il a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il est apatride, de l'Etat qui est disposé, sur sa demande, à protéger ses droits;
- b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

Article 9

Exercice de l'action pénale contre les auteurs présumés d'infractions

L'Etat Partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction se trouve, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard indu, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à sa législation.

Article 10

Arrangements en vue de l'extradition des auteurs présumés d'infractions

1. Si les infractions visées à l'article 5 ne figurent pas en tant que cas d'extradition dans un traité d'extradition conclu entre les Etats Parties, elles sont réputées y figurer à ce titre. Les Etats Parties s'engagent à faire figurer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.
2. Si un Etat Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne ces infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par la loi de l'Etat requis.
3. Les Etats Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la loi de l'Etat requis.
4. Entre Etats Parties, chacune des infractions est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa commission que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 6.

Article 11

Entraide en matière pénale

1. Les Etats Parties s'accordent l'entraide la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 5, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité, bilatéral ou multilatéral, qui régit ou régira, en tout ou en partie, l'entraide en matière pénale.

Article 12

Traitement équitable des auteurs présumés d'infractions

Toute personne contre laquelle une action est engagée à raison de l'une des infractions prévues à l'article 5 doit bénéficier d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 13Notification du résultat de la procédure

L'Etat Partie dans lequel l'auteur présumé d'une infraction fait l'objet de poursuites communique le résultat final de la procédure au Secrétaire général, qui transmet ces renseignements aux autres Etats Parties.

Article 14Obligation du personnel des Nations Unies de respecter
le droit international humanitaire

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme dérogeant à l'obligation du personnel des Nations Unies de respecter le droit international humanitaire.

Article 15Diffusion

Les Etats Parties s'engagent à diffuser la présente Convention aussi largement que possible et notamment à en inclure l'étude, ainsi que celle des dispositions pertinentes du droit international humanitaire, dans leurs programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de telle manière que ces dispositions soient connues des forces armées et de la population civile.

Article 16Règlement des différendsArticle 17Signature/ratification/adhésionArticle 18Entrée en vigueurArticle 19DénonciationArticle 20Textes faisant foi

Annexe III

UKRAINE : PROPOSITION D'UN PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE
SUR LE STATUT ET LA SECURITE DU PERSONNEL DE LA FORCE
DES NATIONS UNIES ET DU PERSONNEL CIVIL ASSOCIE

PREAMBULE

Les Etats Parties,

Réitérant leur désir sincère de voir la paix régner entre les peuples,

Rappelant que tous les Etats ont le devoir, conformément aux normes applicables du droit international, de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant l'importance vitale de la participation du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé aux activités de diplomatie préventive, de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix et aux opérations humanitaires,

Conscients des arrangements existants qui visent à assurer la sécurité du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé ainsi que des mesures prises à cet égard par les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies,

Convaincus que le lancement d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies fait partie intégrante des efforts de paix de l'Organisation qui donnent à celle-ci une efficacité plus grande en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Tenant compte de ce que les activités croissantes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la diplomatie préventive, du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix et des opérations humanitaires nécessitent que d'importantes ressources humaines, financières et matérielles soient mises à la disposition de l'Organisation,

Demandant à tous les Etats sur le territoire desquels du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé sont déployés comme suite à un mandat adopté par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et à toutes les parties concernées d'apporter un appui sans réserve pour faciliter la conduite d'une opération et les invitant instamment à respecter et à garantir la sécurité de ces personnels,

Soulignant la nécessité d'assurer de façon adéquate la protection du personnel participant à des activités de diplomatie préventive,

de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix et à des opérations humanitaires conformément aux normes et principes du droit international,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Principes généraux et champ d'application

1. Les Etats Parties s'engagent à respecter la présente Convention en toute circonstance et à en assurer le respect.

2. Dans les cas non visés par la présente Convention ou par d'autres accords internationaux, le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé demeurent sous la protection des principes du droit international universellement reconnus, en particulier les normes du droit international humanitaire.

3. La présente Convention s'applique dans les cas de règlement de conflits armés entre deux ou plusieurs Etats Parties qui menacent la paix et la sécurité internationales, auquel le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé participent conformément à la décision du Conseil de sécurité.

4. La présente Convention s'applique également aux conflits non internationaux à l'intérieur d'un Etat Partie lorsqu'un tel conflit risque de se transformer en un conflit international, ou lorsque les autorités représentant un Etat Partie ont demandé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de déployer sur le territoire dudit Etat l'opération de maintien de la paix des Nations Unies.

5. Sauf stipulation expresse en sens contraire, les dispositions de la présente Convention s'appliquent exclusivement à la zone où l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est déployée.

6. Si l'une des parties à un conflit n'est pas un Etat Partie à la présente Convention, les Etats Parties restent cependant liés dans leurs relations par les dispositions de la Convention.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

a) "Opération de maintien de la paix des Nations Unies", l'établissement d'une présence des Nations Unies dans la zone de conflit conformément au mandat approuvé par une résolution du Conseil de sécurité,

en vue notamment de prévenir une atteinte à la paix et à la sécurité internationales ou de maintenir ou de restaurer celles-ci, exclusivement dans l'intérêt commun de la communauté internationale, d'obtenir le désengagement des parties au conflit, de créer les conditions nécessaires à un règlement pacifique du conflit, de surveiller le cessez-le-feu et le respect des accords de paix, et d'apporter une aide humanitaire à la population civile dans la zone de déploiement, étant entendu que l'opération de maintien de la paix des Nations Unies doit être menée à la demande ou avec le consentement des parties intéressées;

b) "Personnel de la force des Nations Unies", un contingent de personnel des Nations Unies participant à l'opération de maintien de la paix des Nations Unies, y compris le personnel militaire et/ou les observateurs militaires mis à disposition par des Etats Membres à la demande du Secrétaire général et avec l'approbation du Conseil de sécurité pour l'accomplissement du mandat approuvé par le Conseil pour telle ou telle opération, ainsi que le personnel de police civile et le personnel civil spécialiste des questions politiques, les observateurs chargés de veiller au respect des droits de l'homme, le personnel électoral, les spécialistes des réfugiés et de l'aide humanitaire, etc., mis à disposition par des Etats Membres;

c) "Personnel civil associé", tout le personnel déployé ou stationné dans la zone de déploiement d'une opération de maintien de la paix par une institution spécialisée ou un autre organisme ou programme du système des Nations Unies pour mener des activités devant contribuer à l'accomplissement d'un mandat approuvé par le Conseil de sécurité, ainsi que toutes les personnes déployées ou stationnées dans une zone par toute autre organisation ou organisme humanitaire pour mener des activités conformément à un accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies en vue de l'accomplissement d'un mandat approuvé par une résolution du Conseil de sécurité.

Article 3

Identification

L'Organisation des Nations Unies prend les mesures voulues pour que le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé ainsi que les bâtiments et le matériel exclusivement destinés à l'accomplissement d'un mandat approuvé par le Conseil de sécurité puissent être identifiés comme tels :

a) Le drapeau des Nations Unies doit flotter au-dessus du quartier général, des camps ou autres locaux, et des zones dans lesquelles du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé sont stationnés dans le pays où l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée;

b) Les véhicules, navires et aéronefs servant à transporter le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé doivent arborer l'emblème de l'Organisation des Nations Unies, ce dont doit être informé le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée;

c) Le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé doivent à tout moment arborer sur leur uniforme l'emblème des Nations Unies, ce dont doit également être informé le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée. Si une partie du territoire est occupée, cette information doit être communiquée aux autorités qui y exercent effectivement le pouvoir;

d) Le personnel militaire et le personnel de police civile doivent, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, porter l'uniforme de l'armée ou de la police de leur pays;

e) Tout Etat Partie et toute partie au conflit s'efforcent d'adopter et d'appliquer des méthodes et procédures qui permettent d'identifier le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé ainsi que leurs moyens de transport qui arborent l'emblème des Nations Unies;

f) Dans les zones de combat ou les zones où des combats semblent imminents, le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé devraient être identifiés grâce à l'emblème des Nations Unies et à une carte d'identité certifiant leur statut international.

DEUXIEME PARTIE

STATUT DU PERSONNEL DE LA FORCE DES NATIONS UNIES ET DU PERSONNEL CIVIL ASSOCIE

Article 4

Respect du caractère international

Le gouvernement de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée ou les autorités exerçant effectivement le pouvoir sur le territoire en question et/ou sur la zone de déploiement doivent respecter le caractère exclusivement international du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé.

Article 5

Privilèges et immunités du personnel de la force des Nations Unies et du personnel civil associé

1. Le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé ont le droit d'entrer librement dans l'Etat sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée, et d'en sortir tout aussi librement. Pour ce faire, ils doivent présenter uniquement une pièce d'identité délivrée par le représentant spécial/commandant de la force. Toutefois, pour l'entrée initiale, ils peuvent présenter une pièce d'identité délivrée par les autorités compétentes d'un Etat Partie.

2. Les réglementations nationales en vigueur en matière de passeports et de visas et les formalités d'immigration ne s'appliquent pas, non plus que les dispositions régissant le séjour des étrangers dans le pays,

notamment celles exigeant leur immatriculation. Le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé ne sont toutefois pas considérés comme ayant le droit de résidence permanente dans le pays.

3. Dans l'exercice de leurs fonctions, le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé jouissent des privilèges et immunités ci-après :

a) Immunité d'arrestation personnelle ou de détention et immunité de toute juridiction pour tous les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

b) Exonération d'impôts sur les traitements et émoluments versés par les Nations Unies ou par le gouvernement du pays d'origine et exonération de tout autre impôt direct, à l'exception des taxes municipales correspondant à des services rendus;

c) Exonération des droits de douane et autres charges pour toute la correspondance privée et tous les mandats, livres, journaux ou magazines, et paquets qui leur sont adressés;

d) Autres privilèges et immunités que pourra prévoir l'accord sur le statut des forces sur la base des dispositions de l'article V de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

Article 6

Le droit de porter des armes

1. Le personnel militaire et le personnel de la police civile ont le droit de détenir et de porter des armes et de les utiliser, à des fins de légitime défense, dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le type d'armes et les règles d'engagement seront précisés pour chaque opération de maintien de la paix des Nations Unies dans la résolution du Conseil de sécurité définissant le mandat de l'opération.

Article 7

Respect des lois et règlements du pays hôte

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités et de l'exercice de leurs fonctions, le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé doivent respecter les lois et règlements de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée.

2. Si un membre du personnel de la force des Nations Unies ou du personnel civil associé commet un crime ou un délit, c'est l'Etat dont il a la nationalité qui a juridiction.

TROISIEME PARTIE

OBLIGATIONS DES ETATS PARTIES ET REPRESSION DES VIOLATIONS
DE LA CONVENTIONArticle 8Obligations de l'Etat Partie où l'opération de maintien
de la paix est menée

1. L'Etat Partie sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée s'engage à apporter au personnel de la force des Nations Unies et au personnel civil associé tout l'appui voulu pour leur permettre d'exercer leurs fonctions, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect et garantir la sécurité de ces personnels.

2. Le gouvernement de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée s'engage à poursuivre au pénal toute personne qui commettrait des actes hostiles contre le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé. Ledit gouvernement doit agir promptement et efficacement pour décourager les attaques et autres actes de violence contre ces personnels, et il doit poursuivre et châtier les coupables.

3. Si le gouvernement de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'opération de maintien de la paix des Nations Unies est menée ne peut exercer sa juridiction de façon à garantir la sécurité de ces personnels, il doit coopérer pleinement avec d'autres Etats Parties en vue d'une action collective garantissant que les personnes ayant commis les attaques et autres actes de violence contre le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé ou les ayant autorisés ou y ayant acquiescé voient leur responsabilité internationale engagée.

Article 9Coopération

En cas de violation grave de la présente Convention, les Etats Parties s'engagent à agir, conjointement ou individuellement, en coopération avec le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte des Nations Unies, notamment au Chapitre VII.

Article 10Violations de la Convention

Les attaques et autres actes de violence, qu'ils aient effectivement été commis ou qu'on ait menacé de les commettre, contre le personnel de la force des Nations Unies et le personnel civil associé, y compris les enlèvements,

l'obstruction ou la détention de personnes, sont considérés comme des infractions pénales et engagent la responsabilité internationale de leurs auteurs conformément à la présente Convention et aux règles pertinentes du droit international.

Article 11

Responsabilité

Toute partie au conflit est responsable des violations de la présente Convention commises par des personnes faisant partie de ses forces armées ou par des civils se trouvant sous son contrôle ou sa juridiction.

Article 12

Droit de légitime défense du personnel militaire de la force des Nations Unies

En cas de violation grave des dispositions de la présente Convention par des forces armées ou groupes armés d'une partie au conflit, le personnel militaire de la force des Nations Unies peut exercer un droit de légitime défense conformément aux règles d'engagement adoptées pour chaque opération de maintien de la paix, lesquelles peuvent être élargies ou précisées sur la base d'une décision spéciale du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Article 13

Retrait du personnel des Nations Unies

Si les violations visées à l'article 10 se poursuivent, tout Etat Partie dont du personnel participe à une opération de maintien de la paix des Nations Unies a le droit de retirer ce personnel s'il juge que celui-ci n'est pas suffisamment protégé.

Article 14

Indemnisation

En cas de décès ou de blessure d'un membre du personnel de la force des Nations Unies ou du personnel civil associé ou de dommage causé au matériel et aux équipements techniques de la force de maintien de la paix des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies paie une indemnité à la demande de l'Etat dont la personne tuée ou blessée est ressortissante ou dont le matériel et les équipements sont endommagés. Des règles unifiées sont appliquées pour établir le montant de ladite indemnité.

QUATRIEME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

Article 15

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats.

Article 16

Ratification

La présente Convention est soumise à ratification. Les instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dépositaire de la présente Convention.

Article 17

Adhésion

La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les Etats. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18

Entrée en vigueur

La présente Convention entre en vigueur ____ jours après la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du _____ instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19

Dénonciation

Tout Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 20

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
